

## PLAN GENERAL DE COORDINATION



### Opération :

**Transfert et mise aux normes de la cuisine**  
**101, rue de Grenelle**  
**75007 Paris**

#### Coordonnateur SPS en phase conception

Nom : Jonathan BARIGUIAN

Mail : jonathan.bariguian@btp-consultants.fr

Mob : 06.80.72.72.16

Agence: **Agence de Paris CSPS**

202, quai de Clichy

92110 Clichy

Tél : 01.42.70.86.87

#### Coordonnateur SPS en phase réalisation

Nom : Jonathan BARIGUIAN

Mail : jonathan.bariguian@btp-consultants.fr

Mob : 06.80.72.72.16

Agence: **Agence de Paris CSPS**

202, quai de Clichy

92110 Clichy

Tél : 01.42.70.86.87

**Aff. N** : S/17300891

**Date** 15.06.2017

**Catégorie de l'opération** :2

Indice	Date	Modifications apportées
01	25.07.2017	Page n : 4.5.13

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>2</b>
<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF .....</b>	<b>4</b>
1. Coordonnées des intervenants.....	4
2. Description sommaire de l'opération .....	5
3. Planning prévisionnel.....	5
4. Catégorie de l'opération.....	5
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux .....	5
6. Allotissement.....	5
7. Organisation de chantier-répartition des prestations entre les entreprises .....	6
8. Coordonnées des entreprises.....	6
<b>MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....</b>	<b>7</b>
1. Plan d'installation de chantier .....	7
2. Cantonnements.....	7
Dans les existants, à l'intérieur du site .....	7
3. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier.....	8
4. Consignation des réseaux existants .....	8
5. Electricité de chantier .....	9
Installation électrique existante.....	9
Installation électrique à créer .....	9
6. Eau potable du chantier .....	9
7. Nettoyage du chantier.....	9
8. Nettoyage des bureaux et cantonnements.....	10
9. Clôtures de chantier - accès chantier .....	10
Clôtures de chantier .....	10
Accès piétons.....	10
10. Aire de livraison .....	10
11. Zones de stockage.....	10
12. Protections collectives contre le bruit .....	11
<b>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPPS EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE, ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT .....</b>	<b>12</b>
1. Horaires de chantier.....	12
2. Contraintes propres au site.....	12
3. Analyse de risques - Visite d'inspection commune- P.P.S.P.S. ....	12
4. Plomb.....	13
5. Curage- déconstruction.....	14
<b>MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE .....</b>	<b>15</b>
1. Accueil sur site et formation.....	15
2. Registre de sécurité.....	15
3. Enchaînement des tâches .....	15
4. Travaux superposés .....	15

5. Coactivité .....	16
6. Protection contre l'incendie.....	16
7. Confinement des postes de travail .....	17
<b>SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES EN EXPLOITATION .....</b>	<b>18</b>
1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier .....	18
<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES .....</b>	<b>19</b>
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage .....	19
2. Conditions de coopération entre les intervenants .....	19
3. Non-respect des dispositions du Code du Travail .....	19
4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention .....	19
<b>ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>20</b>
1. Procédures - Accès.....	20
2. Téléphone .....	20
3. Sauveteurs Secouristes du Travail .....	20
4. Trousses de secours .....	20
<b>AFFICHAGE DE SECURITE .....</b>	<b>21</b>

## RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

### 1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre	18 rue Vanneau 75700 Paris	Céline RICART	@ : celine.ricart@pm.gouv.fr

Architecte	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
ACMH	21 rue du Calvaire 92210 SAINT-CLOUD	Olivier WEETS	@ : <u>O.WEETS@olivierweetsarchitecte.fr</u>

Coordonnateur SPS <i>en phase conception</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
BTP Consultants	202, quai de Clichy 92110 CLICHY	Jonathan BARIGUIAN	Tél. : 01.42.70.86.87. Fax : 01.42.70.99.14.

Coordonnateur SPS <i>en phase réalisation</i>	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
BTP Consultants	202, quai de Clichy 92110 CLICHY	Jonathan BARIGUIAN	Tél. : 06.80.72.72.16. Fax : 01.42.70.99.14.

DIRECCTE	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
Section 08	Unité territoriale de Paris UC 5 <sup>ème</sup> , 6 <sup>ème</sup> , 7 <sup>ème</sup> Section 5-9-210 Quai de Jemmapes Paris cedex 10		Tél. : 01.70.96.19.85

C.R.A.M.I.F. C.A.R.S.A.T.	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
Antenne Prévention PARIS	17/19, avenue de Flandres 75954 PARIS Cedex 19		Tél. : 01.40.05.38.16. Fax : 01.40.05.38.13.

O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone – Fax
Paris Ile-de-France	1, rue Heyrault 92260 Boulogne-Billancourt Cedex		Tél. : 01.40.31.64.00. Fax : 01.40.30.57.97.

## 2. Description sommaire de l'opération

Le programme porte sur le transfert et la mise aux normes de la cuisine situé au 101, rue de Grenelle 75007 Paris.

Les travaux se dérouleront en milieux occupé.

Les travaux portent principalement sur:

- Le remplacement des équipements de cuisine ;
- La création d'une extraction de cuisine ;
- Travaux de peinture ;
- Modifications de l'électricité ;
- Réalisation de petits travaux maçonnerie ;
- Remplacement des sols ;

## 3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 4 mois
- Démarrage prévisionnel : 4 Septembre
- Effectif prévisionnel : 8 En moyenne  
: 15 En pointe

## 4. Catégorie de l'opération

L'opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en 2<sup>ème</sup> catégorie.

## 5. Diagnostics établis préalablement aux travaux

OBJET	RAPPORT	CONCLUSIONS
Amiante	DEKRA Du 19.06.2017	Aucun matériau détecté
Plomb	DEKRA Du 19.06.2017	Présence de peinture au plomb sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Embrasure Pierre Bureau 1.2.3</li> <li>- Mur Plâtre Bureau 1.2.3-</li> <li>- Poteaux de structure métal</li> </ul>

## 6. Allotissement

LOT N°01 :  
 LOT N°02 :  
 LOT N°03 :  
 LOT N°04 :

## 7. Organisation de chantier—répartition des prestations entre les entreprises

Les entreprises en charge d'assurer les différentes prestations décrites dans le présent PGC sont désignées dans le tableau récapitulatif ci-dessous.

<b>PRESTATIONS DUES</b>	<b>ENTREPRISE(s) EN CHARGE DE LA PRESTATION PHASAGE</b>
Plan d'Installation de chantier	Lot Curage, puis lot G.O.
Modification de l'environnement de chantier	Lot Curage, puis lot G.O.
Cantonnements et Bureaux de chantier	Mise à disposition par le chef d'établissement
Dispositions prise pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	Disposition prise par le chef d'établissement
Consignation des réseaux	Lot électricité
Electricité du chantier	Lot électricité
Eau potable du chantier	Mise à disposition par le chef d'établissement
Extincteurs de chantier	Lot G.O.
Nettoyage du chantier	Lot G.O.
Nettoyage des bureaux et cantonnements du chantier	Lot G.O.
Clôtures de chantier Accès chantier	Lot G.O.
Aire de livraison	Lot G.O.
Zones de stockage	Lot G.O.
Protections collectives contre le bruit	Lot G.O.
SST	Lots G.O., électricité, peinture, pendant leur présence sur site

## 8. Coordonnées des entreprises

## **MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR**

### **1. Plan d'installation de chantier**

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase de l'opération :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- Le principe de circulation et voies piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

### **2. Cantonnements**

#### **Dans les existants, à l'intérieur du site**

Les cantonnements seront installés dans les locaux existants.

Des vestiaires et sanitaires séparés seront aménagés pour le personnel féminin, en cas de besoin.

En fonction du phasage des travaux, ces cantonnements seront déplacés, partiellement ou en totalité, autant de fois qu'il sera nécessaire. L'ensemble des installations sera évacué hors du chantier en fin de travaux.

Ces cantonnements devront pouvoir accueillir, 15 personnes en pointe.

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Les circulations entre sanitaires et vestiaires seront couvertes et chauffées.

Ces locaux devront être correctement éclairés, ventilés, désinfectés et chauffés.

Les parois et les sols de ces installations devront être lessivables.

Des extincteurs seront disposés dans les bureaux et réfectoires.

#### Sanitaires

Ils comporteront un WC, un urinoir et d'une douche pour 20 personnes, ainsi que d'un lavabo pour 10 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

L'eau sera potable, à température réglable.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

En cas de besoin, des cabines sanitaires autonomes seront installées en complément des installations prévues ci-dessus, aux endroits désignés par le CSPS.

### Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,25m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, chauffe gamelles électriques, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

### Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,25 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

## **3. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier**

**Les demandes d'accès devront se faire au moins 96 h à l'avance et elles devront être accompagnées d'une photocopie de la pièce d'identité recto-verso.**

**Les personnes qui ne sont pas sur la liste du PC Sécurité ne pourront pas accéder au chantier.**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place de panneaux « interdisant l'accès au public ».

Les personnes qui ne sont pas sur la liste de l'accueil ne pourront pas accéder au chantier.

Les personnels des entreprises sur site seront tenus de porter une tenue siglée au nom de l'entreprise à laquelle ils appartiennent, ainsi qu'un badge nominatif avec photo. Ce badge autorisera l'accès au chantier (voir § accès piétons).

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les forces de police et de gendarmerie, les contrôleurs de l'URSSAF, l'inspection du travail, les services fiscaux et les caisses Congés Intempéries.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement.

Chaque entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et chacun de ses sous-traitants, pour que le chantier demeure clos et indépendant, en toutes circonstances (fermeture des accès après utilisation).

Les visites de chantier par les Tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage.

## **4. Consignation des réseaux existants**

Avant tout début des travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées. En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un procès-verbal, établi après consignation de chacun des réseaux, sera transmis au CSPS et au Maître d'Œuvre, avant démarrage effectif des travaux de sondage, curage, démolition, terrassement, etc.

Toutes les installations existantes maintenues sous tension seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage et d'étiquettes adhésives (voir photos ci-dessous, à titre d'exemple).

## 5. Electricité de chantier

### Installation électrique existante

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

### Installation électrique à créer

La prestation comprendra depuis l'armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, avec prises électriques en nombre suffisant, y compris triphasé, ainsi que les réseaux de distribution. La puissance installée devra permettre la mise en place des unités mobiles de chauffage et des déshumidificateurs nécessaires à la réalisation des travaux ;
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, y compris sur échafaudages, sapines, etc...si nécessaire.

Le nombre de coffrets sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins un coffret à 25 m en tous points du chantier.

Les coffrets électriques seront étanches, et munis d'un arrêt d'urgence. Ils seront en permanence fermés à clef, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

## 6. Eau potable du chantier

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable (les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux,

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaire, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau,

## 7. Nettoyage du chantier

Les gravats, déchets et décombres seront mis en BIG BAG puis évacuer de manière journalière, aucune benne ne sera autoriser dans la cour ou sur le chantier.

En cas de manquement, et sur simple constat, la direction de chantier pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Les bennes à gravats seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier. Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

## 8. Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat de la direction de chantier, et sans mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## 9. Clôtures de chantier - accès chantier

### Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboîtement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront détruites ou démontées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum, fixés sur ossatures assujetties aux sols, avec menottage et jambes de force.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage, devra être stable aux vents extrêmes (au sens de la NV 65, zone 2).

### Accès piétons

L'accès piéton à l'emprise se fera depuis le trottoir de la rue de Grenelle par le biais :

- Du poste de sécurité.

Un cheminement propre et sécurisé donnera accès, depuis la limite de l'emprise, aux cantonnements.

## 10. Aire de livraison

L'aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La portance des sols devra être compatible avec tous les approvisionnements prévisibles dans le cadre de la réalisation des travaux.

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

## 11. Zones de stockage

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Le Coordonnateur SPS sera en charge de la désignation des zones de stockage affectées à chaque corps d'état.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
  - Aucun stockage de produits dangereux ;
  - Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile)
- Le nombre et l'emplacement des magasins provisoires de chantier sera fixé par la Maîtrise d'Œuvre sur demande écrite des entreprises. La surcharge de stockage admissible sera indiquée par la Maîtrise d'Œuvre, pour chaque magasin.

- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Chaque entreprise sera en charge de réaliser les travaux nécessaires à la réalisation de ses propres magasins, ainsi que de la remise en l'état ante.

## **12. Protections collectives contre le bruit**

En cas d'utilisation prolongée (à l'appréciation du CSPS) de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## **MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE, ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT**

### **1. Horaires de chantier**

Les horaires de chantier sont ceux de la Ville de Paris

Cependant, les travaux les plus bruyants devront être exécutés entre 8 h 30 et 12 h 00, et entre 15 h 00 et 17 h 00.

### **2. Contraintes propres au site**

Chaque entreprise intégrera à ses méthodologies toutes les sujétions liées à la proximité:

- De bâtiments classés ou sensibles ;
- De voies de communication particulières (voies rapides, carrefour, réseau ferré, voies navigables) ;
- De bâtiments, équipements, parcs ou jardins, commerces en activité ;

### **3. Analyse de risques - Visite d'inspection commune- P.P.S.P.S.**

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Avant remise de son PPSPS, chaque entreprise sera tenue de provoquer sa visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS, en prenant l'initiative de lui proposer par mail un rendez-vous au moins 10 jours avant la date prévue d'intervention sur site.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Les personnels formés pour travailler à partir d'un échafaudage de pied seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les personnels autorisés à conduire (engins de chantier, engins de levage, etc.) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les S.S.T. (Sauveteurs Secouristes du Travail) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux et en particulier :

- Les travaux en élévations
- Les travaux par point chaud
- La création du conduit VMC extérieur

Ces notes devront être transmises 10 jours avant travaux au CSPS, pour harmonisation des PPSPS de l'opération.

## 4. Plomb



Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives, réalisées sur le modèle ci-contre.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1000 microgrammes par m<sup>2</sup>, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, et conformément aux dispositions de l'article L4121-3 du Code du Travail, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie prendra en compte les dispositions du Décret du 23.12.2003 (risque chimique), de l'Arrêté du 18 mai 2009 (contrôle des travaux), ainsi que les prescriptions de la parution ED 909 de l'INRS (fiches 1, 2,.....), et sera incorporée au P.P.S.P.S. de l'entreprise.

Le PPSPS devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise intervenant sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers, à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra notamment :

- Le détail de mise en œuvre des plaques de BA 10/13 (préparation des supports) des zones à encoffrer ;
- Le confinement total des zones à traiter (plan de confinement à établir pour chaque zone concernée). Ce confinement sera constitué de plaques de CP ou BA 13 jointives et étanches à l'air ;
- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes, avec alimentation secourue associée, tests de fumée, etc...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;
- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

## **5. Curage– déconstruction**

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La validité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence d'amiante.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdit d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation conforme aux dispositions du décret 2006-761.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

En cas de dégagement de poussières, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

## MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

### 1. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeable, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer. Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 2. Registre de sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;
- De l'installation d'échelles à crinolines (si utilisation avant réception des travaux par le MOA).

Ce registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

### 3. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches

### 4. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 5. Coactivité

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés (voir PPSPS) sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.



Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## 6. Protection contre l'incendie

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

Leur emplacement sera défini avec le CSPS au démarrage du chantier, et sera porté à la connaissance de l'ensemble du personnel de chantier, et ce pendant toute la durée des travaux.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

## 7. Confinement des postes de travail

Les postes de travail susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs nocives devront être confinés de façon étanche.



## **SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES EN EXPLOITATION**

### **1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier**

Le chantier se déroulera en milieu vide de tout occupant.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installation électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes.

Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage

## MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage

Le CSPS signalera au MOA et au MOE la présence sur site de toute entreprise dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le MOA donnera accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS aura autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Conditions de coopération entre les intervenants

Le MOA informera par écrit ou par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise sous-traitantes.

Les fiches d'observations et compte-rendus de visites d'inspection communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants concernés seront tenus de viser ces fiches par retour de mail (si elles ne l'ont pas été directement sur site), en apportant, en réponse, les commentaires éventuels, justificatifs demandés et actions correctives entreprises.

Les intervenants transmettront au CSPS leurs documents obligatoirement au format PDF

### 3. Non-respect des dispositions du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, ou le Maître d'Ouvrage.

Par conséquent, en cas de manquements répétés, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur sécurité, en charge de faire arrêter les postes de travail déficients.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

### 4. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF/CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## ORGANISATION DES SECOURS

### 1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

### 2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de **toutes les entreprises** enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

### 3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées au § 7 « organisation de chantier » assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### 4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

**AFFICHAGE DE SECURITE**

# EN CAS D'ACCIDENT

**APPELEZ LES POMPIERS**

 **18/112**

**ET DITES :**

1. **ICI CHANTIER de Transfert et mise aux normes de la cuisine**

**ADRESSE :** 101, rue de Grenelle 75007 Paris

**POINT DE REPERE :** Mairie du 7<sup>ème</sup> Arrondissement de Paris

**TELEPHONE DU CHANTIER:**

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

2. **PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

3. **SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

4. **FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

**ENVOYEZ QUELQU'UN A L'ENTREE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.**

**PUIS PREVEENEZ LES REPRESENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER**